Nations Unies A/55/861

Assemblée générale

Distr. générale
27 mars 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session
Point 153 a) de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport répond à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/243 du 23 décembre 1999.

Par sa résolution 53/12 B du 8 juin 1999, l'Assemblée générale a approuvé, pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, l'ouverture d'un crédit de 34 887 100 dollars au titre des dépenses afférentes aux postes et des autres dépenses. Ensuite, par sa résolution 54/243, elle a approuvé la création de 67 postes supplémentaires à financer au moyen du compte d'appui et autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 3 501 600 dollars au titre des frais de personnel supplémentaires.

Au total, le montant révisé des ressources approuvées pour le compte d'appui pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 s'est donc élevé à 38 388 700 dollars, dont 34 887 100 dollars à financer et à mettre en recouvrement au prorata du budget des différentes missions, et 3 501 600 dollars correspondant à une autorisation d'engagement de dépenses.

Les dépenses effectives se sont élevées à 38 360 800 dollars. Il en est résulté un solde inutilisé de 27 900 dollars, dû en grande partie à des économies réalisées au titre des services communs, les dépenses ayant été en revanche plus élevées que prévu pour ce qui est des salaires et des heures supplémentaires.

On trouvera plus loin, au paragraphe 13, les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre.

01-31342 (F) 270401 270401

Table des matières

		Paragraphes	Page
I.	Introduction	1–2	3
II.	Principales activités menées au cours de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000	3–8	3
III.	Exécution du budget de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000	9–12	4
IV.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session	13	5
Annexes			
I.	Exécution du budget de la période du ler juillet 1999 au 30 juin 2000 par département et bureau		6
II.	Renseignements complémentaires sur les écarts importants		8
III.	Déploiement, prévu et effectif, du personnel civil, pendant la période du ler juillet au 30 juin 2000		14
IV.	Activités du Groupe de la formation pendant la période du ler juillet 1999 au 30 juin 2000		19

I. Introduction

1. Le présent rapport répond à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/243 du 23 décembre 1999.

2. On trouvera dans la section consacrée à l'exécution du budget des données sur l'utilisation des ressources du compte d'appui au cours des 12 mois allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

II. Principales activités menées au cours de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

3. Au cours de la période considérée, le nombre des opérations de maintien de la paix est passé de 14 à 17, et le budget global des opérations, qui s'établissait à 650 millions de dollars, est passé à environ 2 milliards de dollars.

4. Au moment de l'établissement des projets de budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (A/53/854/Add.1), le Secrétaire général avait indiqué que le nombre des opérations de maintien de la paix passant de 16 à 14, le montant brut réparti serait ramené d'environ 843 millions à 650 millions de dollars, dépenses du compte d'appui comprises. Dans son rapport (A/53/901), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires disait avoir été informé que les ressources demandées dans le projet de budget du compte d'appui étaient jugées suffisantes pour assurer les services d'appui nécessaires aux opérations de maintien de la paix, et que des ressources additionnelles seraient demandées au besoin, si de nouvelles opérations étaient créées à la suite d'initiatives de paix entreprises dans des zones de conflit.

5. Or, la période considérée a vu la création de deux missions multidisciplinaires complexes – la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) – le lancement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), et l'élargissement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MONUSIL) et de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) : il en est résulté une augmentation substantielle de l'appui nécessaire au Siège. Le Secrétaire général a donc demandé la création de 67 postes supplémentaires à financer au moyen du compte d'appui (60 pour le Département des opérations de maintien de la paix; 2 pour le Bureau des affaires juridiques; 3 pour la Division des achats et 2 pour le Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies) pour le deuxième semestre de la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (soit la période du 1er janvier au 30 juin 2000). L'Assemblée générale, dans sa résolution 54/243, a approuvé la création des 67 postes supplémentaires demandés et autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 3 501 600 dollars au titre des frais de personnel supplémentaires, le priant de lui en rendre compte dans le rapport sur l'exécution du budget de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

6. Le Bureau de la gestion des ressources humaines et le Département des opérations de maintien de la paix ont collaboré étroitement afin de pourvoir le plus rapidement possible les 67 postes autorisés par la résolution 54/243. Comme le montre l'annexe III, ces efforts ont permis de pourvoir une bonne part des postes vacants au

Département des opérations de maintien de la paix pendant la deuxième moitié de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

7. Au cours de la période considérée, le Département des opérations de maintien de la paix et les autres services du Siège assurant l'appui nécessaire aux opérations de maintien de la paix se sont employés surtout à répondre aux besoins des missions créées ou élargies peu après le début de ladite période. Parallèlement, ils ont continué les tâches correspondant aux missions achevées et dont le mandat est terminé. C'est ce qui explique que le premier rapport sur l'exécution du budget concernant le quartier général des Forces de paix des Nations Unies ait été demandé, et présenté à l'Assemblée générale à la reprise de sa cinquante-quatrième session, en mai 2000 (voir A/54/803).

8. En mars 2000, considérant l'évolution des missions de paix, le Secrétaire général a réuni un Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies, dont le rapport a été présenté à l'Assemblée générale le 21 août 2000 (A/55/305-S/2000/809).

III. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

9. Dans sa résolution 53/12 B du 8 juin 1999, l'Assemblée générale a approuvé des ressources d'un montant de 34 887 100 dollars au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, à financer au prorata du budget des missions en cours, et la création de 400 postes temporaires. Pour les raisons exposées plus haut au paragraphe 5, l'Assemblée a approuvé ensuite, par sa résolution 54/243, 67 postes supplémentaires pour la même période, et autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses à hauteur de 3 501 600 dollars à ce titre. S'agissant des 400 postes approuvés dans la première résolution, le taux de vacance de postes appliqué pour les postes existants d'administrateur et les postes de rang supérieur était de 8 %, le taux appliqué pour les postes existants d'agent des services généraux étant de 0 %. Pour les 67 postes supplémentaires, on a appliqué un taux de 50 %. Sur cette base, le taux moyen de vacance effectif pour l'ensemble des postes a été de 10,9 % au cours de la période considérée.

10. On trouvera au tableau 1 ci-après une récapitulation de l'emploi des ressources du compte d'appui par principaux objets de dépense au cours de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. On trouvera à l'annexe I la ventilation des dépenses par département et bureau et à l'annexe II des renseignements complémentaires sur les dépenses.

11. Comme il apparaît au tableau 1, le montant total des dépenses s'est élevé à 38 360 800 dollars. Il en est donc résulté un solde inutilisé de 27 900 dollars qui s'explique en grande partie par les économies réalisées au titre des services communs, les dépenses ayant été en revanche plus élevées que prévu pour ce qui est des salaires et des heures supplémentaires.

Tableau 1
Récapitulation des dépenses par principaux objets de dépense
(En milliers de dollars des États-Unis d'Amérique)

	(1) *Crédits approuvés*	*(2)* *Autorisation d'engagement de dépenses*	*(3) = (1) + (2)* *Total des ressources*	*(4)* *Dépenses*	*(5) = (3) - (4)* *Écart*
Postes	31 447,5	3 501,6	34 979,1	35 038,6	(59,5)
Personnel temporaire	282,5	–	282,5	255,1	27,4
Heures supplémentaires	142,0	–	142,0	215,2	(73,2)
Voyages autorisés	140,0	–	140,0	137,1	2,9
Formation	337,5	–	337,5	333,8	3,7
Services communs	2 291,2	–	2 291,2	2 167,1	124,1
Matériel informatique	216,4	–	216,4	213,9	2,5
Total	**34 887,1**	**3 501,6**	**38 388,7**	**38 360,8**	**27,9**

12. On trouvera à au tableau 2 et à l'annexe III des informations sur le nombre de postes approuvés et sur la situation concernant les vacances de poste.

Tableau 2
Effectifs autorisés, nombre de postes pourvus et taux de vacance appliqué aux postes approuvés pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

Catégorie	*Premier effectif autorisé*	*Ressources supplémentaires*	*Effectif autorisé*	*Effectif réel (moyenne)*	*Vacance de postes (en pourcentage)*
Postes au titre du compte d'appui	400	67	467	386	10,9

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session

13. **À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale est appelée à prendre les décisions ci-après :**

a) Elle aura à décider d'ouvrir les crédits correspondant à l'autorisation d'engagement de dépenses de 3 501 600 dollars qu'elle avait approuvée dans sa résolution 54/243 du 23 décembre 1999, montant qui sera réparti au prorata du budget des différentes opérations de maintien de la paix;

b) Elle devra se prononcer sur l'affectation au compte d'appui pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 du solde inutilisé de 27 900 dollars, des intérêts de 1 272 000 dollars et des recettes accessoires de 1 000 dollars (soit au total un montant de 1 300 900 dollars).

Annexe I

Exécution du budget de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 par département et bureau

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*(1)* *Crédits approuvés*	*(2)* *Autorisation d'engagement de dépenses*	*(3)* *Total des ressources*	*(4)* *Dépenses*	*(5)=(3–4)* *Écart*
1. Cabinet du Secrétaire général					
Postes	324 800	–	324 800	325 400	(600)
Heures supplémentaires	5 000	–	5 000	6 100	(1 100)
Total, rubrique 1	**329 800**	**–**	**329 800**	**331 500**	**(1 700)**
2. Bureau des services de contrôle interne					
Postes	1 277 400	–	1 277 400	1 141 700	135 700
Voyages autorisés	20 000	–	20 000	19 400	600
Matériel informatique	10 000	–	10 000	5 600	4 400
Services communs	8 000	–	8 000	8 000	–
Total, rubrique 2	**1 315 400**	**–**	**1 315 400**	**1 174 700**	**140 700**
3. Bureau des affaires juridiques					
Postes	345 700	129 400	475 100	278 900	196 200
Services communs	7 300	–	7 300	–	7 300
Total, rubrique 3	**353 000**	**129 400**	**482 400**	**278 900**	**203 500**
4. Département des opérations de maintien de la paix					
Postes	22 001 900	3 097 000	25 098 900	25 653 500	(554 600)
Personnel temporaire	100 000	–	100 000	53 300	46 700
Heures supplémentaires	120 000	–	120 000	191 000	(71 000)
Voyages autorisés	100 000	–	100 000	101 300	(1 300)
Formation	337 500	–	337 500	333 800	3 700
Matériel informatique	205 500	–	205 500	208 300	(2 800)
Services communs	665 300	–	665 300	567 000	98 300
Total, rubrique 4	**23 530 200**	**3 097 000**	**26 627 200**	**27 108 200**	**(481 000)**
5. Département de la gestion					
a) Bureau du Secrétaire général adjoint					
Postes	451 200	–	451 200	478 600	(27 400)
Personnel temporaire	56 000	–	56 000	39 300	16 700

Catégorie de dépenses	*(1)* *Crédits approuvés*	*(2)* *Autorisation d'engagement de dépenses*	*(3)* *Total des ressources*	*(4)* *Dépenses*	*(5)=(3–4)* *Écart*
Services communs	1 611 300	–	1 611 300	1 592 100	19 200
Total partiel, a)	**2 118 500**	**–**	**2 118 500**	**2 110 000**	**8 500**
b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité					
Postes	3 885 600	–	3 885 600	3 899 500	(13 900)
Heures supplémentaires	17 000	–	17 000	16 100	900
Personnel temporaire	–	–	–	65 200	(65 200)
Voyages autorisés	20 000	–	20 000	16 400	3 600
Total partiel, b)	**3 922 600**	**–**	**3 922 600**	**3 997 200**	**(74 600)**
c) Bureau de la gestion des ressources humaines					
Postes	842 800	–	842 800	848 500	(5 700)
Personnel temporaire	126 500	–	126 500	97 300	29 200
Heures supplémentaires	–	–	–	2 000	(2 000)
Total partiel, c)	**969 300**	**–**	**969 300**	**947 800**	**21 500**
d) Bureau des services centraux d'appui					
Postes	2 231 900	136 500	2 368 400	2 305 600	62 800
Total partiel, d)	**2 231 900**	**136 500**	**2 368 400**	**2 305 600**	**62 800**
Total, rubrique 5	**9 242 300**	**136 500**	**9 378 800**	**9 360 600**	**18 200**
6. Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies					
Postes	116 400	138 700	255 100	106 900	148 200
Total, rubrique 6	**116 400**	**138 700**	**255 100**	**106 900**	**148 200**
Total, rubriques 1 à 6	**34 887 100**	**3 501 600**	**38 388 700**	**38 360 800**	**27 900**

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les écarts importants

Écart

1. Cabinet du Secrétaire général

a) Postes ..... *(600 dollars)*

1. Le montant prévu à cette rubrique (324 800 dollars) devait permettre de maintenir trois postes au Cabinet du Secrétaire général, à savoir : 1 poste D-2 (directeur), 1 poste P-5 (spécialiste des questions politiques hors classe) et 1 poste d'agent des services généraux (secrétaire). Le Cabinet a enregistré un taux moyen de vacance de postes de 8,3 % au cours de la période considérée. Mais les dépenses correspondant aux traitements et aux dépenses communes de personnel ont été un peu plus élevées que prévu, le coût effectif des traitements pour les postes pourvus étant un peu plus élevé que les coûts standard qui avaient servi aux calculs.

b) Heures supplémentaires ..... *(1 100 dollars)*

2. Un montant de 5 000 dollars avait été prévu pour les heures supplémentaires au Cabinet du Secrétaire général. Les dépenses effectives ont été plus élevées, le volume de travail y ayant été accru par la création de deux nouvelles opérations de maintien de la paix, la MINUK et l'ATNUTO, le démarrage de la MONUC et l'élargissement de l'opération en Sierra Leone (MONUSIL/MINUSIL), d'où un dépassement de 1 100 dollars à cette rubrique.

2. Bureau des services de contrôle interne

a) Postes ..... *135 700 dollars*

3. Était inscrit à cette rubrique un montant de 1 277 400 dollars, destiné à maintenir le financement de 12 postes au Bureau – 1 P-5 (vérificateur hors classe), 6 P-4 (vérificateurs), 3 P-3 (vérificateurs) et un poste d'agent des services généraux (secrétaire) à la Division de l'audit et des conseils de gestion, et 1 poste P-4 (responsable des enquêtes) à la Section des investigations. En raison des retards apportés au recrutement de personnel qualifié susceptible de pourvoir les postes vacants, le Bureau a enregistré un taux moyen de vacance de postes de 13,9 % au cours de la période considérée, d'où le solde inutilisé de 135 700 dollars.

b) Voyages autorisés ..... *600 dollars*

4. Le montant inscrit à cette rubrique (20 000 dollars), destiné à couvrir les frais de voyage du personnel de la Section des investigations, a été presque entièrement utilisé.

c) Matériel informatique ..... *4 400 dollars*

5. On avait prévu 10 000 dollars pour l'achat d'ordinateurs destinés au personnel de la Division de l'audit et des conseils de gestion. Les besoins effectifs ayant été

moins importants que prévu, on a réalisé à cette rubrique une économie de 4 400 dollars.

d) Services communs ..... *Néant*

6. Les ressources approuvées (8 000 dollars) pour les frais de téléphone et de télécopie entre le Siège et les missions au moment des audits de terrain ont été entièrement utilisées pendant la période considérée.

3. Bureau des affaires juridiques

a) Postes ..... *196 200 dollars*

7. Un montant de 475 100 dollars avait été approuvé pour le maintien de trois postes de juriste (1 P-5, 1 P-4, et 1 P-3) à la Division des questions juridiques générales, et pour la création de deux postes de juriste (2 P-4) respectivement à la Division des questions juridiques générales et au Bureau du Conseiller juridique. Les recrutements ayant pris du retard, le Bureau a connu en moyenne un taux de vacance de postes de 36,1 % au cours de la période considérée, de sorte que le solde inutilisé à cette rubrique atteint 196 200 dollars.

b) Services communs ..... *7 300 dollars*

8. On avait prévu des dépenses de location de téléphones et des frais de communications téléphoniques locales (7 000 dollars), ainsi que des dépenses de fournitures de bureau (300 dollars). Aucune dépense n'a été enregistrée à ce titre pendant la période considérée.

4. Département des opérations de maintien de la paix

a) Postes ..... *(554 600 dollars)*

9. Le montant prévu (25 098 900 dollars) devait financer le maintien de 287 postes et la création de 60 postes. Le taux global de vacance de postes du Département a été en moyenne pour la période considérée de 11,5 %. Mais les mesures exceptionnelles par lesquelles on a accéléré le processus de recrutement ont permis de pourvoir rapidement les nouveaux postes, de sorte que les dépenses effectives correspondant aux traitements et aux dépenses communes de personnel ont dépassé de 554 600 dollars le montant prévu.

b) Personnel temporaire ..... *46 700 dollars*

10. Les ressources approuvées (100 000 dollars) devaient permettre au Département de remplacer par du personnel temporaire les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée, ainsi que de faire face au volume de travail des périodes de pointe. Mais face aux exigences exceptionnelles qu'a connues le Département durant le lancement de deux grandes missions nouvelles, il fallait du personnel expérimenté, ayant les connaissances techniques requises, et on n'a pu en recruter qu'en petit nombre. Le volume de travail du Département était tel qu'on n'y avait pas la possibilité de recruter et de former du personnel temporaire assez rapidement pour soulager les fonctionnaires dans les services en cause, de

sorte qu'au lieu d'avoir recours à du personnel temporaire, ce sont les fonctionnaires en poste qui ont fait des heures supplémentaires (voir plus loin, par. 11).

c) Heures supplémentaires ..... *(71 000 dollars)*

11. Les heures supplémentaires accomplies ayant été plus nombreuses que prévu, les dépenses ont dépassé de 71 000 dollars le montant approuvé (120 000 dollars), ce qui s'explique essentiellement par l'accroissement des services d'appui que le Département en général a été amené à assurer, et surtout de ceux qu'a assurés la Division de l'administration et de la logistique des missions en liaison avec le lancement de la MONUC et de l'ATNUTO, ainsi que par les raisons exposées ci-dessus au paragraphe 10.

d) Voyages autorisés ..... *(1 300 dollars)*

12. Les besoins effectifs ont été un peu plus élevés que le montant prévu (100 000 dollars), entraînant un dépassement de 1 300 dollars à ce poste.

e) Formation ..... *3 700 dollars*

13. On avait prévu 337 500 dollars pour financer des séminaires d'une équipe d'aide à la formation au maintien de la paix en Amérique du Sud, des stages de formation, destinés aux instructeurs nationaux du personnel militaire et de la police civile, en matière de maintien de la paix, de droits de l'homme et d'aide humanitaire au Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail à Turin (Italie), ainsi qu'une aide à des activités nationales et régionales de formation et des exercices pratiques en vue de missions multilatérales et multidimensionnelles. On trouvera à l'annexe IV le détail des activités de formation accomplies au cours de la période considérée, ainsi que les demandes auxquelles le Groupe de la formation n'a pu donner suite.

f) Matériel informatique ..... *(2 800 dollars)*

14. Le montant approuvé (205 500 dollars) était destiné à l'achat de matériel ne relevant pas du programme de remplacement des Nations Unies (ordinateurs portables supplémentaires, serveurs de remplacement, scanneurs, logiciel de gestion de réseau). Mais il n'y avait pas d'ordinateurs prévus pour les 60 postes nouveaux autorisés au Département, et il a donc fallu acheter des articles qui n'étaient pas inscrits au budget, d'où le dépassement de 2 800 dollars enregistré à ce poste.

g) Services communs ..... *98 300 dollars*

15. Les ressources prévues au titre des services communs (665 300 dollars) devaient couvrir l'entretien et la location de matériel de bureau, les fournitures de bureau et les frais de communication; elles avaient été calculées sur la base des coûts standard, pour l'ensemble des postes du Département financés à l'aide du compte d'appui. Les dépenses effectives ne se sont élevées qu'à 567 000 dollars, les frais de communication et les coûts de location de photocopieuses ayant été plus faibles que prévu pour la période considérée, d'où un solde inutilisé de 98 300 dollars.

5. Département de la gestion

Bureau du Secrétaire général adjoint

a) Postes ..... *(27 400 dollars)*

16. On avait prévu les ressources voulues pour le maintien de deux postes au Service des contributions (1 spécialiste des contributions P-4, et 1 poste de commis, agent des services généraux), et de quatre postes à la Trésorerie (1 spécialiste des placements P-4, 1 caissier adjoint P-3, et 2 commis, agents des services généraux). Aucun de ces postes n'ayant été vacant pendant la période considérée, les dépenses effectives correspondant aux traitements et aux dépenses communes de personnel ont enregistré un dépassement de 27 400 dollars.

b) Personnel temporaire ..... *16 700 dollars*

17. Les ressources approuvées (56 000 dollars) devaient permettre au Département de remplacer par du personnel temporaire les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée, ainsi que de faire face au volume de travail des périodes de pointe. Les besoins ont été inférieurs aux prévisions, d'où une économie de 16 700 dollars.

c) Services communs ..... *19 200 dollars*

18. Le montant inscrit au budget (1 611 300 dollars) des services communs correspondait à la location de locaux, à l'entretien et à la location de matériel de bureau, aux fournitures de bureau et aux frais de communication, calculés sur la base des coûts standard pour l'ensemble des postes du Département financés à l'aide du compte d'appui. Les ressources avaient été centralisées au Service administratif du Département. Les dépenses effectives correspondant aux frais de communication et aux fournitures de bureau ont été un peu moins élevées que prévu, d'où un solde inutilisé de 19 200 dollars.

Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

a) Postes ..... *(13 900 dollars)*

19. On avait prévu 3 885 600 dollars, pour le maintien de 30 postes à la Division du financement des opérations de maintien de la paix et de 18 à la Division de la comptabilité. En moyenne, le taux de vacance de postes a été respectivement dans ces deux Divisions de 6,1 et 5,1 %, alors que le taux utilisé pour le calcul du budget était de 8 %, de sorte que les traitements et les dépenses communes de personnel font apparaître un dépassement de 13 900 dollars.

b) Heures supplémentaires ..... *900 dollars*

20. Les montants prévus (15 000 dollars et 2 000 dollars respectivement pour la Division de la comptabilité et la Division du financement des opérations de maintien de la paix) pour les heures supplémentaires en période de pointe ont été presque intégralement utilisés.

c) Personnel temporaire ..... *(65 200 dollars)*

21. On n'avait pas prévu de ressources pour du personnel temporaire durant la période considérée. Les dépenses engagées (65 200 dollars), qui n'étaient pas inscrites au budget, ont été nécessitées par le volume de travail accru qu'ont entraîné pour la Division du financement des opérations de maintien de la paix et la Division de la comptabilité la création et le lancement de trois missions nouvelles et l'élargissement d'une mission existante, ainsi que des tâches restantes correspondant à des missions achevées et dont le mandat était terminé.

d) Voyages autorisés ..... *3 600 dollars*

22. Un montant de 20 000 avait été prévu pour permettre aux spécialistes du budget de la Division du financement des opérations de maintien de la paix de se rendre dans les missions afin d'y constater par eux-mêmes – et de mieux comprendre – les conditions dans lesquelles fonctionnent les opérations, et les besoins réels sur le terrain. Les nécessités du service ont toutefois été si contraignantes que les voyages n'ont pas été aussi nombreux que prévu, d'où un solde inutilisé.

Bureau de la gestion des ressources humaines

a) Postes ..... *(5 700 dollars)*

23. Les ressources inscrites au budget, soit 842 800 dollars, devaient permettre de maintenir deux postes (1 P-4 et un poste d'agent des services généraux) à la Division des services de spécialistes, six postes (2 P-4, 1 P-3 et 3 postes d'agent des services généraux) à la Division des services opérationnels et quatre postes (1 P-5, 1 P-4 et 2 postes d'agent des services généraux) à la Division des services médicaux. Du fait qu'aucun de ces postes n'a été vacant pendant la période considérée, les dépenses effectives (traitements et dépenses communes de personnel) ont été légèrement supérieures au montant prévu, d'où un dépassement de 5 700 dollars.

b) Personnel temporaire ..... *29 200 dollars*

24. On avait prévu 126 500 dollars à ce poste, afin de liquider le travail en souffrance (remboursement des indemnisations médicales et demandes d'indemnités de décès et d'invalidité) à la Division des services médicaux. Les besoins effectifs ont été moins importants que prévu, d'où un solde inutilisé.

c) Heures supplémentaires ..... *(2 000 dollars)*

25. On n'avait pas demandé d'heures supplémentaires pour la période considérée. Les besoins effectifs ont résulté de la création et du lancement de trois missions nouvelles, et de l'élargissement d'une mission existante, d'où une augmentation du nombre des certificats médicaux d'aptitude physique à délivrer, qui a nécessité des heures supplémentaires du personnel de la Division des services médicaux.

Bureau des services centraux d'appui

Postes ..... *62 800 dollars*

26. Un montant de 2 368 400 dollars avait été inscrit au budget pour le maintien de 29 postes (deux postes au Service des voyages et des transports, un poste au Groupe du courrier, un poste P-2 à la Division de l'informatique et 25 postes à la

Division des achats), ainsi que pour la création de trois postes à la Division des achats. Le taux global de vacance au Bureau a été en moyenne de 12,5 % pendant la période considérée, le recrutement ayant pris plus de temps que prévu, tant aux postes vacants de la Division des achats qu'en remplacement de fonctionnaires envoyés en mission, de sorte qu'il reste un solde inutilisé de 62 800 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel.

6. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité

Postes .....*148 200 dollars*

27. Les ressources approuvées (255 100 dollars) étaient destinées au maintien d'un poste P-4 et à la création de deux postes (1 P-5 et 1 P-4) au Bureau. Les retards du recrutement aux deux postes nouveaux expliquent le solde inutilisé.

Annexe III

Déploiement, prévu et effectif, du personnel civil, pendant la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

		Postes vacants											
		1999						*2000*					
	Effectifs autorisés	*Juill.*	*Août*	*Sept.*	*Oct.*	*Nov.*	*Déc.*	*Janv.*	*Févr.*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*
Cabinet du Secrétaire général													
Administrateurs et fonctionnaire de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	–
P-4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**2**						**1**				**1**	**1**	
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**1**	**1**	**–**
Bureau des services de contrôle interne													
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	7	1	1	2	1	1	–	2	2	1	1	–	–
P-3	3	–	–	–	–	–	1	–	1	1	1	1	1
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**11**	**1**	**1**	**2**	**1**	**1**	**1**	**2**	**3**	**2**	**2**	**1**	**1**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	–	–
Total partiel	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**1**	**–**	**–**
Total	**12**	**1**	**1**	**2**	**1**	**1**	**1**	**2**	**3**	**3**	**3**	**1**	**1**

	Effectifs autorisés	Postes vacants 1999 Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	2000 Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Bureau des affaires juridiques[a]													
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	1	1	1	1	–	–	–	–	–	1	1	1
P-4	3	–	–	–	–	–	–	2	2	2	2	2	2
P-3	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**5**	**1**	**1**	**1**	**1**	**–**	**–**	**2**	**2**	**2**	**3**	**3**	**3**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**5**	**1**	**1**	**1**	**1**	**–**	**–**	**2**	**2**	**2**	**3**	**3**	**3**
Département des opérations de maintien de la paix[b]													
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	8	–	–	–	–	–	1	1	1	1	2	2	2
P-5	19	6	6	4	4	4	4	3	1	2	2	1	1
P-4	81	6	6	5	6	2	8	19	12	14	10	9	8
P-3	82	10	10	10	7	5	7	27	21	24	17	14	22
P-2/P-1	5	–	–	–	–	–	–	1	–	1	2	3	2
Total partiel	**195**	**22**	**22**	**19**	**17**	**11**	**20**	**51**	**35**	**42**	**33**	**29**	**35**
Services généraux													
1re classe	9	–	–	9	1	–	2	–	1	3	3	2	2
Autres classes	143	14	14	1	4	4	4	13	8	4	4	9	8
Total partiel	**152**	**14**	**14**	**10**	**5**	**4**	**6**	**13**	**9**	**7**	**7**	**11**	**10**
Total	**347**	**36**	**36**	**29**	**22**	**15**	**26**	**64**	**44**	**49**	**40**	**40**	**45**

		Postes vacants												
		1999						2000						
	Effectifs autorisés	*Juill.*	*Août*	*Sept.*	*Oct.*	*Nov.*	*Déc.*	*Janv.*	*Févr.*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*
Département de la gestion														
Bureau du Secrétaire général adjoint														
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur														
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-3	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Services généraux														
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité														
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur														
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
P-5	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	12	2	2	1	1	1	1	–	1	1	1	1	1
P-3	8	–	–	1	–	–	2	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	1	–	–	–	–	–	–	1	1	1	1	1	1
Total partiel	**27**	**3**	**3**	**3**	**2**	**2**	**4**	**2**	**2**	**3**	**3**	**3**	**2**
Services généraux													
1re classe	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	20	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
Total partiel	**21**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**48**	**3**	**3**	**3**	**2**	**2**	**4**	**3**	**2**	**3**	**3**	**3**	**2**

		Postes vacants											
		1999						2000					
	Effectifs autorisés	*Juill.*	*Août*	*Sept.*	*Oct.*	*Nov.*	*Déc.*	*Janv.*	*Févr.*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*
Bureau de la gestion des ressources humaines													
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**5**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**11**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Bureau des services centraux d'appui[c]													
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	1
P-3	7	–	–	–	–	–	4	1	2	2	2	3	3
P-2/P-1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Total partiel	**17**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**5**	**2**	**3**	**3**	**4**	**5**	**5**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	15	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	1
Total partiel	**15**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**–**	**–**	**1**	**1**	**1**
Total	**32**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**5**	**3**	**3**	**3**	**5**	**6**	**6**

		Postes vacants											
		1999						2000					
	Effectifs autorisés	*Juill.*	*Août*	*Sept.*	*Oct.*	*Nov.*	*Déc.*	*Janv.*	*Févr.*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité[d]													
Administrateur et fonctionnaires de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	1	1	1	1	1	1
P-4	2	–	–	–	–	–	–	1	1	1	1	1	1
P-3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**

[a] L'Assemblée générale, dans sa résolution 54/243, a approuvé pour le Bureau 2 postes supplémentaires à compter du 1er janvier 2000.

[b] L'Assemblée générale, dans sa résolution 54/243, a approuvé pour le Département 60 postes supplémentaires à compter du 1er janvier 2000.

[c] L'Assemblée générale, dans sa résolution 54/243, a approuvé pour la Division des achats 3 postes supplémentaires à compter du 1er janvier 2000.

[d] L'Assemblée générale, dans sa résolution 54/243, a approuvé pour le Bureau 2 postes supplémentaires à compter du 1er janvier 2000.

Annexe IV

Activités du Groupe de la formation pendant la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

A. Assistance demandée et fournie en matière de formation

Canada	Septembre 1999
Mongolie	Septembre 1999
Italie	Septembre 1999
États-Unis d'Amérique	Novembre 1999
Gabon	Janvier 2000
Canada	Février 2000
Belgique	Février 2000
Norvège	Mars 2000
Sierra Leone	Mars 2000
Norvège	Mars 2000
Hongrie	Avril 2000
Honduras	Avril 2000
États-Unis d'Amérique	Mai 2000
Espagne	Mai 2000
Chili	Mai 2000
Pérou	Mai 2000
Namibie	Mai 2000
Malaisie	Juin 2000
Philippines	Juin 2000
Afrique du Sud	Juin 2000

B. Groupe de la formation, activités ordinaires

« Former les formateurs », Turin (Italie)	Novembre 1999
Huitième cours de formation de l'Équipe des Nations Unies pour l'aide à la formation, Oslo	Mars 2000
Neuvième cours de formation de l'Équipe des Nations Unies pour l'aide à la formation, Harare	Juin 2000

C. Demandes de formation au maintien de la paix émanant d'États Membres auxquelles le Groupe de la formation n'a pas pu donner suite

Activité	*Pays hôte*	*Motif pour lequel la demande n'a pu être satisfaite*
Cours sur les opérations de soutien à la paix, à l'École de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	Allemagne	Manque de personnel disponible
Application des principes et directives pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion	Suisse	Manque de personnel disponible
Cours à l'intention des chefs de corps internationaux	Norvège	Manque de personnel disponible
Cours de formation au déminage	Ukraine	Manque de financement
Exercice de cadres	Suède	Manque de personnel disponible
Cours international, Swedish Defence College	Suède	Manque de personnel disponible
Initiatives de gestion des conflits, planification de la coopération entre civils et militaires	États-Unis d'Amérique	Manque de personnel disponible
Conférence à la School of the Americas	États-Unis d'Amérique	Manque de personnel disponible
Conférence régionale sur les mines antipersonnel	Slovénie	Manque de financement et de personnel disponible
Réunion du groupe de travail sur le VIH et le sida	Suisse	Manque de personnel disponible